

CAI  
MH  
-G.52

GOVT PUBLN

ENTENTE-CADRE SUR L'HABITATION SOCIALE

ENTENTE-CADRE conclue le 13<sup>e</sup> jour de mai, mil  
neuf cent quatre-vingt six.

ENTRE: LE GOUVERNEMENT DU CANADA  
ci-après appelé le "Canada"

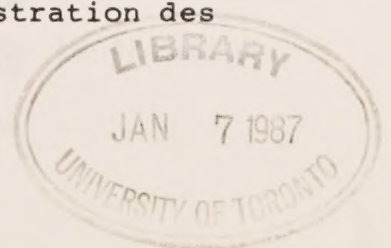
- et - LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC  
ci-après appelé le "QUÉBEC"

ATTENDU que les parties sont conscientes de leur  
responsabilité mutuelle de prêter assistance aux  
citoyens défavorisés dans le domaine de l'habitation,  
tels qu'ils sont plus particulièrement définis aux  
termes de la présente entente-cadre;

ATTENDU que les parties reconnaissent que les  
différences géographiques, historiques et économiques  
exigent des solutions distinctes pour répondre aux  
besoins en matière d'habitation;

ATTENDU que les parties conviennent qu'il y a  
lieu de favoriser la planification des objectifs d'en-  
semble pour assurer une certaine continuité aux ini-  
tiatives relatives à l'habitation, de manifester une  
volonté ferme d'éviter tout double emploi inutile,  
ainsi que de promouvoir l'efficacité au niveau des  
coûts;

ATTENDU que les parties conviennent que le Québec  
doit bénéficier d'une plus grande flexibilité en ce  
qui a trait à la livraison et à l'administration des  
programmes;



ATTENDU que les parties désirent conclure une entente-cadre à la fois flexible et englobante leur permettant de partager le coût de tout programme d'habitation sociale ou de toute initiative qu'elles décideront de parrainer conjointement, et mettre en place un accord durable sur le partage des coûts dans le domaine de l'habitation sociale en vue d'assurer l'atteinte de certains objectifs communs définis.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit:

1. DÉFINITIONS

1.1 Partout où les phrases ou mots suivants sont utilisés dans la présente entente-cadre, ils auront le sens respectif qui leur est attribué ci-après.

(1) "BESOINS IMPÉRIEUX EN MATIÈRE D'HABITATION" s'entend de ces MÉNAGES DANS LE BESOIN définis ci-après aux alinéas 1.1(3) a) et b);

(2) "MÉNAGE" s'entend d'une personne ou d'un groupe de personnes qui occupent ou ont besoin d'une résidence au Québec et qui n'ont pas une résidence principale ailleurs au Canada;

(3) "MÉNAGES DANS LE BESOIN" s'entend des MÉNAGES qui ne peuvent s'offrir ou se procurer un logis adéquat et convenable. Les ménages dans le besoin comprennent:



- a) Ceux qui occupent une résidence surpeuplée ou défectueuse et qui paient actuellement moins de 30 % de leurs revenus pour se loger, mais pour qui les coûts de base pour une résidence adéquate et convenable dans leur secteur du marché s'élèveraient à 30 % ou plus de leurs revenus, selon la définition de ces termes dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE;
  - b) Ceux qui paient 30 % ou plus de leurs revenus pour se loger et pour qui une résidence adéquate et convenable dans leur secteur du marché exigerait 30 % ou plus de leurs revenus;
  - c) Ceux qui ont des besoins particuliers pour se loger, comme le définit l'accord de mise en oeuvre.
- (4) "ACCORD DE MISE EN OEUVRE" s'entend de l'accord prévu au paragraphe 6.3 de la présente entente-cadre;
- (5) "PROGRAMME" s'entend de tout programme ou initiative en matière d'habitation sociale visé par la présente entente-cadre et destiné aux MÉNAGES DANS LE BESOIN.
- (6) "HABITATION SOCIALE" s'entend de l'aide consentie pour la construction, l'acquisition, la rénovation ou la location

d'habitations ou d'ensembles  
d'habitations destinés aux MÉNAGES DANS LE  
BESOIN.

## 2. OBJECTIFS

- 2.1 Le préambule de la présente entente-cadre en fait partie intégrante;
- 2.2 La présente entente-cadre établit le cadre à l'intérieur duquel les PROGRAMMES peuvent être planifiés, élaborés, livrés, administrés, et à l'égard duquel les coûts sont partagés entre les parties;
- 2.3 Ces PROGRAMMES ont pour objectif d'aider les MÉNAGES DANS LE BESOIN à se procurer un logis abordable, adéquat et convenable comme le définit l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE;
- 2.4 Les parties établiront conjointement des dispositions administratives et financières visant à assurer économie et efficacité, tout en permettant une certaine souplesse dans les moyens de venir en aide aux MÉNAGES DANS LE BESOIN;
- 2.5 Les parties collaboreront à une planification annuelle et à long terme visant à assurer, selon un processus d'allocation équitable, une certaine continuité en matière d'habitation sociale.



### 3. PORTÉE DE L'ENTENTE-CADRE

- 3.1 La présente entente-cadre s'applique à tous les nouveaux engagements financiers relatifs à des PROGRAMMES existants ou futurs, tant au Canada que du Québec, qui s'harmonisent avec les buts, objectifs, priorités et conditions de la présente entente-cadre et qui seront livrés par le biais de sociétés d'habitation, dont les parties conviennent bilatéralement, et qui sont énumérés dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE;
- 3.2 La présente entente-cadre n'aura aucun effet sur les engagements en vigueur, découlant de quelque entente que ce soit avec le Québec en regard de programmes existants, à l'exception de modifications que les deux parties pourraient juger pertinentes;
- 3.3 Les parties devront conclure un ACCORD DE MISE EN OEUVRE pour préciser les PROGRAMMES visés, ainsi que leur mise en application et le partage de leurs coûts.

### 4. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

#### 4.1 Rôles des parties

- (1) Le Québec sera responsable de la livraison et de l'administration des PROGRAMMES lorsqu'il en aura été ainsi convenu entre les parties. La livraison et l'administration d'un programme comprend la planification

tion, la sélection, l'élaboration, l'approbation, l'inspection, la gestion et l'entretien des projets relevant de ce PROGRAMME comme le précise l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE;

- (2) Le Québec s'assurera que les PROGRAMMES qu'il livre et administre en vertu de la présente entente-cadre sont conformes aux termes et conditions de toutes les lois régissant ces PROGRAMMES et de tous les règlements connexes;
- (3) Le Canada, après amples consultations et négociations avec le Québec, peut définir périodiquement les principaux objectifs à atteindre et les lignes directrices à suivre quant à la façon d'utiliser les fonds fédéraux à l'égard des PROGRAMMES;
- (4) Le Canada peut concevoir, modifier et livrer des PROGRAMMES, et accepte de consulter pleinement le Québec et de négocier avec ce dernier la nature, l'objet et la portée des programmes proposés et convient de donner un avis suffisant et une explication complète de ses intentions;
- (5) Chaque partie peut concevoir ou élaborer de nouveaux PROGRAMMES qui seront, avec l'accord de l'autre, financés conjointement.



#### 4.2 Processus de planification

- (1) Les parties entreprennent un processus de planification conjointe, lequel est expliqué dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE et doit comprendre:
  - a) l'identification des problèmes (l'évaluation des besoins, des revenus, la détermination des groupes prioritaires et des régions visées, tel que définis dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE);
  - b) le choix des PROGRAMMES comme moyens susceptibles de répondre à ces besoins;
  - c) les prévisions budgétaires.
- (2) Le processus de planification conjointe comprendra, entre autres, la préparation et la présentation de plans triennaux en vue de l'obtention des autorisations d'usage, étant bien entendu que toute approbation financière ne sera valable que pour les engagements de la première année du plan triennal seulement. Ces plans triennaux seront annexés à l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE et mis à jour annuellement;
- (3) Afin de faciliter le processus de planification, les parties conviennent de partager les résultats de recherches et

d'enquêtes, ainsi que toute autre information, y compris les données à jour et les informations de contrôle.

#### 4.3 Comité de planification et de suivi

Les parties créeront un Comité de planification et de suivi dont le mandat sera précisé dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.

#### 4.4 Calendrier des activités

- (1) Les parties préciseront, dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE, des exigences administratives et financières précises, ainsi que leurs échéanciers respectifs;
- (2) Le calendrier des activités portera sur les éléments suivants:
  - a) la préparation et la présentation par chacune des parties de plans triennaux se rapportant aux PROGRAMMES qu'elle administre;
  - b) la révision par le Comité de planification et de suivi des plans triennaux établis sur une base annuelle et l'approbation annuelle par le Québec et le Canada du plan triennal et des autorisations budgétaires pour la première année;



- c) l'échange de rapports et de renseignements nécessaires à la livraison et à l'administration, ainsi qu'au suivi de la livraison, de l'administration, des coûts, de l'efficacité et des répercussions de ces PROGRAMMES;
- d) la production de rapports financiers et le règlement des créances entre le Canada et le Québec;
- e) l'évaluation des programmes.

#### 4.5 Évaluations de programmes

- (1) Les parties peuvent procéder conjointement à l'évaluation de tous les PROGRAMMES, mais l'une ou l'autre d'entre elles peut entreprendre individuellement des évaluations de façon à satisfaire des exigences particulières en matière d'imputabilité ou des exigences législatives liant les deux parties;
- (2) Les parties se communiqueront toutes les évaluations de programmes couverts par la présente entente-cadre et énumérés dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE, qu'elles soient faites conjointement ou individuellement;
- (3) Les parties conviennent que l'information requise par l'une ou l'autre d'entre elles pour fins de suivi et d'évaluation des PROGRAMMES sera précisée dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.

#### 4.6 Vérification de gestion

- (1) Les parties procéderont conjointement à des vérifications à l'égard de la gestion de tous les PROGRAMMES, suivant la périodicité prévue à l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.

### 5. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

#### 5.1 Contributions des parties

- (1) La part des dépenses de chacune des parties dans les PROGRAMMES sera énumérée à l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE et les coûts admissibles à l'égard de ces programmes seront établis dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE et les paiements seront versés conformément à la procédure énoncée dans la présente section et précisée dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE;
- (2) Le Canada paiera jusqu'à concurrence du montant n'excédant pas le montant maximum précisé dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE sur la base d'un pourcentage prédéterminé et convenu à l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE;
- (3) Pour les fins de réclamation, des relevés des dépenses périodiques et un état final des dépenses encourues pour la période couvrant l'exercice précédent seront soumis conformément aux dispositions de l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.



## 5.2 Vérification comptable

- (1) L'une ou l'autre des parties peut, par l'entremise de ses représentants autorisés, inspecter et vérifier, à tout moment jugé opportun, tous les registres financiers et les documents afférents à l'un quelconque des PROGRAMMES visés par l'entente-cadre;
- (2) L'état certifié des dépenses définitives ainsi que les résultats des vérifications de la gestion des programmes seront acceptés comme étant une attestation que les fonds ont été utilisés conformément à cette entente-cadre.

## 5.3 Processus d'allocation

- (1) Les parties conviennent, par ces présentes, d'un processus d'allocation applicable aux nouveaux engagements en matière d'habitation sociale, lequel est décrit à l'annexe 1; l'utilisation de ladite allocation sera précisée au plan triennal annexé à l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.
- (2) Le ou après le 30 septembre de chaque année, le Canada peut, sous réserve de ses pouvoirs financiers et après consultation avec les parties intéressées, redistribuer entre les provinces et territoires toute allocation excédentaire à cette date.

5.4 Redistribution des fonds et des unités

- (1) Les parties conviennent que les fonds ou les unités accordés au Québec peuvent être transférés d'un PROGRAMME à un autre, sous réserve de certaines limites convenues et précisées dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.
- (2) Le Canada et le Québec prendront les dispositions nécessaires à l'intérieur de leurs propres entités administratives afin de réviser les mesures de contrôle existantes ayant trait à la redistribution et ce, en vue d'en améliorer la souplesse.

6.0 DISPOSITIONS FINALES

6.1 Publicité et information

Les parties élaboreront et appliqueront de concert une stratégie mutuellement acceptable d'information publique, conforme aux dispositions de l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE, destinée à faire connaître l'apport de chacun des deux paliers de gouvernement au niveau de la livraison, de l'administration et du financement des PROGRAMMES assujettis à la présente entente-cadre et l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.

6.2 Durée de l'entente-cadre

- (1) La présente entente-cadre demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que l'une



des parties n'aura pas avisé l'autre par écrit et ce, au moins six mois avant la fin d'une année civile, de son intention d'y mettre fin.

- (2) Advenant que la présente entente-cadre soit résiliée, cette résiliation n'aura aucune répercussion sur les engagements afférents aux PROGRAMMES pris pendant l'existence de l'entente-cadre, ni sur aucun autre PROGRAMME en matière d'habitation sociale régi par d'autres ententes conclues entre le Canada et le Québec.

### 6.3 ACCORD DE MISE EN OEUVRE

- (1) Aux fins de la mise en application de la présente entente-cadre, les parties signeront ultérieurement un ACCORD DE MISE EN OEUVRE renfermant les termes et conditions applicables à tous les PROGRAMMES qu'elles financent conjointement.
- (2) Sans limiter la généralité de ce qui précède, cet ACCORD DE MISE EN OEUVRE précisera, entre autres, les points suivants:
  - l'identification des MÉNAGES DANS LE BESOIN;
  - l'énumération des PROGRAMMES assujettis à l'entente-cadre et l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE;

- l'identification de la partie responsable de la livraison et de l'administration des PROGRAMMES;
- le mandat du Comité de planification et de suivi;
- les modalités de la planification conjointe;
- les exigences en matière d'information et de suivi;
- l'évaluation des PROGRAMMES;
- le mode d'allocation des fonds et des unités attribués par le Canada au Québec pour la mise en oeuvre des programmes couverts par la présente entente-cadre, y compris les réallocations entre provinces et territoires;
- la redistribution des fonds et des unités à l'intérieur des provinces et territoires;
- les modalités du partage des coûts;
- les engagements financiers et les dépenses;
- les rapports financiers et les réclamations;
- les modalités relatives à l'information publique;
- la résiliation, la modification et l'entrée en vigueur progressive de l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.

(3) Les parties peuvent, par lettre d'accord, de temps à autre, considérer certaines situations particulières qui ne sont pas prévues dans la présente entente-cadre et, par



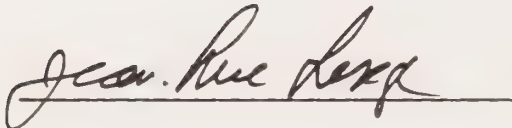
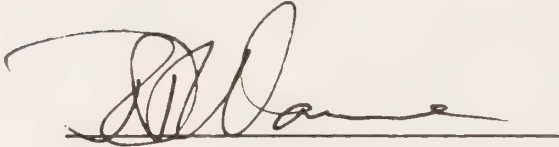
telle lettre d'accord, incorporer toutes situations particulières dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.

#### 6.4 Divers

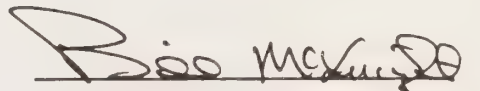
- (1) Cette entente-cadre lie non seulement les parties aux présentes, mais également leurs ministères et agents, en matière d'habitation sociale, désignés dans la présente entente-cadre et dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.
- (2) Les contributions financières que le Canada et le Québec doivent consacrer à la mise en oeuvre de la présente entente-cadre sont assujetties à la condition que le Parlement du Canada et l'Assemblée Nationale du Québec votent les crédits nécessaires au financement de ladite entente-cadre pour l'exercice financier, au cours duquel ces contributions financières sont requises.
- (3) L'annexe à la présente entente-cadre en fait partie intégrante.
- (4) Les parties reconnaissent qu'il peut être nécessaire d'étaler la mise en vigueur des dispositions de la présente entente-cadre sur une certaine période dont la durée devra être spécifiée dans l'ACCORD DE MISE EN OEUVRE.

Fait à Québec , le 13<sup>e</sup> jour de mai  
mil neuf cent quatre-vingt-six, en quatre exemplaires,  
en langue française et en langue anglaise, chacun des  
textes faisant également foi.

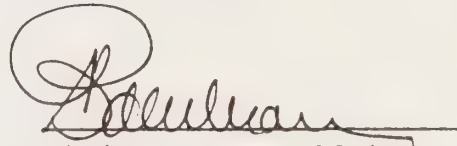
EN PRÉSENCE DE:



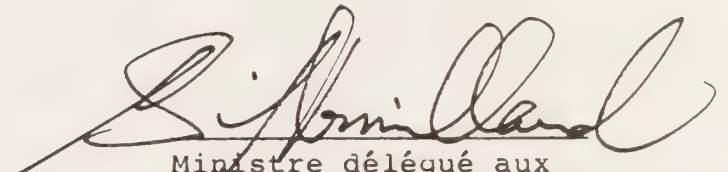
SIGNATAIRES:



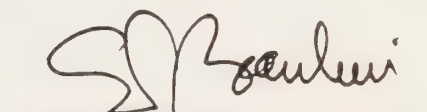
Ministre responsable de  
la Société canadienne  
d'hypothèques et de  
logement



Ministre des Affaires  
municipales,  
responsable de  
l'habitation



Ministre délégué aux  
Affaires intergouver-  
nementales canadiennes



Société d'habitation  
du Québec



## ANNEXE 1

### BESOINS IMPÉRIEUX EN MATIÈRE D'HABITATION ET PROCESSUS D'ALLOCATION

1. Pour l'année 1986, l'attribution par le Canada de 95 % des unités afférentes aux programmes d'habitation sans but lucratif, de supplément au loyer et d'habitation pour les ruraux et les autochtones sera comme suit:

<u>Province</u>	<u>Répartition des unités fédérales (%)</u>
Alberta	7,85
Colombie-Britannique	12,71
Île-du-Prince-Édouard	0,69
Manitoba	5,13
Nouveau-Brunswick	3,47
Nouvelle-Écosse	3,50
Ontario	31,40
Québec	27,38
Saskatchewan	5,31
Terre-Neuve	2,56

2. Pour l'année 1986, l'attribution par le Canada des unités afférentes au programme d'habitation sans but lucratif pour les autochtones en milieu urbain sera comme suit:

<u>Province/Territoire</u>	Répartition des <u>unités fédérales (%)</u>
Alberta	16,67
Colombie-Britannique	18,81
Île-du-Prince-Édouard	0,11
Manitoba	12,05
Nouveau-Brunswick	0,59
Nouvelle-Écosse	1,12
Ontario	28,29
Québec	9,85
Saskatchewan	10,35
Terre-Neuve	0,55
Territoires du Nord-Ouest	0,89
Yukon	0,72

3. Pour 1986, 5 % des unités attribuées par le Canada aux programmes d'habitation sociale identifiés au paragraphe 1 ci-dessus, visera à assurer
- l'allocation d'un nombre minimal d'unités en regard des programmes d'habitation sans but lucratif, de supplément au loyer et d'habitation sans but lucratif pour les ruraux et les autochtones en milieu urbain et seront dévolues comme suit:

<u>Province/Territoire</u>	Allocation du nombre <u>minimal d'unités fédérales</u>
Île-du-Prince-Édouard	135
Yukon	60
Territoires du Nord-Ouest	420



Après pleine consultation et négociation, toute allocation excédentaire sera répartie entre les parties concernées.

4. À moins que les parties en décident autrement, le processus utilisé actuellement pour l'allocation des fonds accordés par le Canada pour le Programme d'aide à la remise en état des logements (propriétaire-occupant et propriétaire-bailleur), qui comporte une période de mise en oeuvre progressive de trois ans, sera maintenu. Les fonds consacrés au Programme d'aide à la remise en état des logements pour les handicapés seront attribués au prorata de la population.
5. La Société d'habitation du Québec se verra remettre la portion des unités ou des fonds alloués au Québec et qui correspond aux PROGRAMMES qu'elle livre et administre.
6. Nonobstant ce qui précède, le Québec s'engage, avec les provinces, les territoires et le Canada à en arriver à un consensus sur un modèle d'allocation établi selon les besoins des ménages, en tenant compte de la nature des PROGRAMMES impliqués aussi bien que de la clientèle que ces derniers visent à desservir. Dans l'intérim, le processus d'allocation appliqué en 1986 sera maintenu pour l'allocation de l'année subséquente.

ENTENTE RELATIVE À UN PROGRAMME D'AIDE À LA REMISE  
EN ÉTAT DES LOGEMENTS LOCATIFS CANADA-QUÉBEC

ENTRE: LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ  
CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

- et - LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES,  
RESPONSABLE DE L'HABITATION

LES PARTIES AUX PRÉSENTES, conformément aux dispositions de l'alinéa 6.3(3) de l'ENTENTE-CADRE SUR L'HABITATION SOCIALE en date du 13<sup>e</sup> jour de Mai 1986, conviennent de ce qui suit:

1. Les parties continueront de négocier en vue de s'entendre, au plus tard le 1er juillet 1986, sur les grandes lignes d'un programme conjoint d'aide à la remise en état des logements locatifs qui devra être mis en oeuvre pour la fin de juillet 1986. L'application de ce programme relèvera de la Société d'habitation du Québec (SHQ) et les coûts en seront assumés conjointement par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et la SHQ.
2. Ce programme conjoint sera établi en fonction des paramètres ci-après stipulés et acceptés par les parties, savoir:
  - Le programme visera à aider les ménages locataires ayant des besoins impérieux en matière d'habitation, selon l'Entente-cadre, et occupant des logements locatifs inférieurs aux normes exigées, par la réparation, la remise en état ou l'amélioration de leur logement, de manière à ce que tel logement rencontre les conditions minimales de salubrité et de sécurité énoncées dans les normes révisées du Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL).
  - L'aide financière versée aux propriétaires de logements locatifs se limitera aux réparations essentielles - par opposition aux travaux préventifs - qui doivent être apportées à de tels logements locatifs pour qu'ils se conforment aux normes minimales de salubrité et de sécurité. De plus, conformément aux normes révisées du Programme d'aide à la remise en état des logements, l'accent sera mis fortement sur la réparation des éléments admissibles plutôt que sur leur remplacement.



- Le programme visera les logements locatifs de toutes les municipalités du Québec, tant rurales qu'urbaines.,
- La répartition des ressources entre les Programmes d'aide à la remise en état des logements pour propriétaires-bailleurs et pour propriétaires-occupants se fera en fonction des besoins des deux clientèles, tels que déterminés par le processus de planification conjointe, et prévoira en outre une aide spécifique visant le Programme d'aide à la remise en état des logements pour les handicapés.
- Les budgets du programme conjoint seront alloués annuellement et distribués aux municipalités par la SHQ selon une méthode déterminant les ménages dans le besoin, conformément au processus de planification conjointe et aux budgets approuvés.
- Les coûts du programme conjoint seront assumés à part égale par la SCHL et la SHQ, sauf lorsque les bénéficiaires de l'aide sont des ménages autochtones, auquel cas les coûts admissibles seront partagés dans la proportion de 75/25 (SCHL-SHQ).
- Le programme de remise en état des logements locatifs visera avant tout les logements les plus délabrés et les ménages locataires les plus démunis, et l'ordre de priorité sera établi selon une formule à mettre au point, qui mesurera, au moyen d'indicateurs, le besoin des ménages et déterminera le niveau d'aide en fonction des loyers et des coûts admissibles. Cette formule, qui doit obtenir l'accord de la SHQ et de la SCHL, devra être équitable et opérationnelle, et prendra en compte les réalités du marché pour faire en sorte que l'aide soit canalisée vers les logements dont les loyers sont les plus bas. Cette aide ne dépassera pas, en général, 12 000 \$ par logement et prendra la forme d'un prêt avec remise gracieuse. Toutefois, dans des cas exceptionnels, nécessitant tous l'approbation de la SHQ, elle pourra être supérieure à ce maximum mais n'excédera en aucun cas 17 000 \$ par logement.
- Le propriétaire-bailleur qui bénéficie de l'aide du programme devra conclure une entente avec les ménages locataires des logements à remettre en état; les conditions de cette entente devront convenir à la SHQ et à la SCHL.

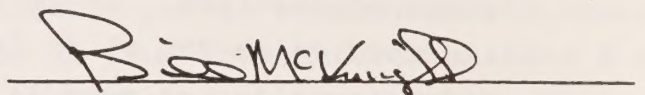
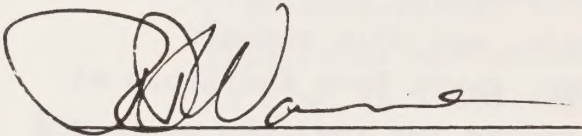


- Le propriétaire-bailleur devra conclure avec la SHQ et la SCHL un accord d'exploitation de 15 ans déterminant les modalités du prêt de rénovation et du gain de la remise.
- Le programme n'accordera aucune aide pour des logements ou des ensembles locatifs qui reçoivent déjà, du Gouvernement du Canada ou du Gouvernement du Québec, une assistance financière continue au titre de l'habitation sociale.
- La SHQ se chargera de l'administration et de l'application du programme et confiera, si possible, la gestion directe aux corporations municipales.
- Les coûts de conversion seront exclus du programme.
- Des indemnités de relogement temporaire seront accordées aux ménages locataires, le montant minimum étant égal à celui que prévoit le programme fédéral d'aide à la remise en état des logements locatifs.
- La SHQ et la SCHL devront s'entendre sur l'appellation, tant française qu'anglaise, du programme conjoint d'aide à la remise en état des logements locatifs, lequel devra mettre en évidence la participation du Québec et du Canada.

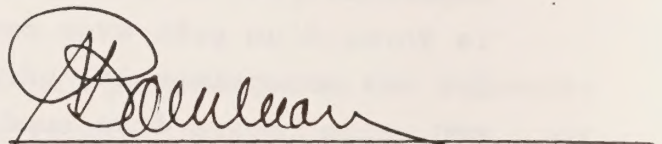
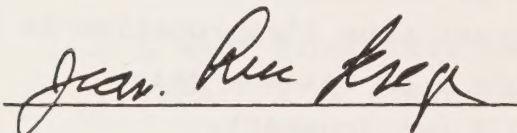
Fait à Québec , le 13<sup>e</sup> jour de mai  
mil neuf cent quatre-vingt-six.

EN PRÉSENCE DE:

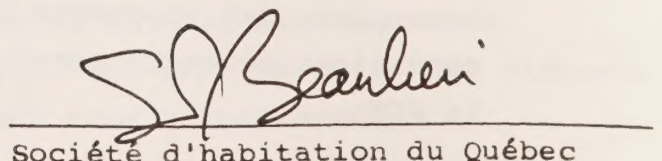
SIGNATAIRES:



Ministre responsable de la  
Société canadienne  
d'hypothèques et de logement



Ministre des Affaires municipales,  
responsable de l'habitation



Société d'habitation du Québec